

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle Chronique, Éolien & Sites et sols pollués  
17 rue de la Plaine des Isles  
89000 AUXERRE

Auxerre, le 28 septembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/08/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **S.A.S PARC EOLIEN DU TELEGRAPHE**

LIEU-DIT LE CORBIER NORD SACY

89270 VERMENTON

Références : 220648

Code AIOT : 0005425941

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/08/2022 dans l'établissement S.A.S PARC EOLIEN DU TELEGRAPHE implanté LIEU DIT LE CORBIER NORD SACY 89270 VERMENTON. L'inspection a été annoncée le 05/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- S.A.S PARC EOLIEN DU TELEGRAPHE
- LIEU DIT LE CORBIER NORD SACY 89270 VERMENTON
- Code AIOT : 0005425941
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Le parc éolien du Télégraphe, mis en service en septembre 2021, est composé de 4 éoliennes VESTAS V126-3.6 MW avec une hauteur de moyeu de 137 m.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- vérification du respect des prescriptions de l'AM du 26/08/2011 modifié ;
- vérification du respect des prescriptions de l'APA du 17/12/2015.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux art.s L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux art.s L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées (1)	Proposition de délais
12	Essai des organes de mises à l'arrêt	AM du 26/08/2011, art. 17	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
18	Dispositifs détection glace	APA du 17/12/2015, art. 8	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
20	Consignes de sécurité	AM du 26/08/2011, art. 22	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
21	Formation	AM du 26/08/2011, art. 15	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Huiles / présence de kits de prévention des pollutions	APA du 17/12/2015, art. 6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Protection avifaune	APA du 17/12/2015, art. 6-I	/	Sans objet
2	Limitation des accès à l'intérieur des éoliennes et PDL	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, art. 13	/	Sans objet
3	Identification des aérogénérateurs / Consignes / Affichage	AM du 26/08/2011, art. 14	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Entreposage de matériaux combustibles ou inflammables	AM du 26/08/2011, art. 16	/	Sans objet
5	Propreté de l'intérieur des aérogénérateurs	AM du 26/08/2011, art. 16	/	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	AM du 26/08/2011, art. 24	/	Sans objet
8	Accès SDIS	AM du 26/08/2011, art. 7	/	Sans objet
10	Manuel d'entretien	AM du 26/08/2011, art. 19	/	Sans objet
11	Registre des opérations de maintenance	AM du 26/08/2011, art. 19	/	Sans objet
13	Contrôle des installations électriques	AM du 26/08/2011, art. 17	/	Sans objet
14	Contrôles des brides, de la fixation des pâles et du mât	AM du 26/08/2011, art. 18	/	Sans objet
15	Contrôle visuel des pâles et éléments pouvant être endommagés	AM du 26/08/2011, art. 18	/	Sans objet
16	Maintenance - Systèmes instrumentés de sécurité	AM du 26/08/2011, art. 18	/	Sans objet
17	Consignes en cas de formation de glace	AM du 26/08/2011, art. 24	/	Sans objet
19	Risque foudre / mise à la terre	AM du 26/08/2011, art. 9	/	Sans objet
22	Exercices d'entraînement	AM du 26/08/2011, art. 15	/	Sans objet
23	Exercice d'évacuation du personnel	APA du 17/12/2015, art. 9	/	Sans objet
25	Bruit – Plan de bridage acoustique	APA du 17/12/2015, art. 9	/	Sans objet
26	Ombres portées	APA du 17/12/2015, art. 11.2	/	Sans objet
27	Déchets – brûlage à l'air libre	AM du 26/08/2011, art. 20	/	Sans objet
28	Déchets	AM du 26/08/2011, art. 20	/	Sans objet
29	Déchets	AM du 26/08/2011, art. 21	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats montrent quelques non-conformités mais aucune non-conformité majeure.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : APA du 17/12/2015

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/12/2015, art. 6-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection avifaune
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Un suivi comportemental renforcé de la Grue Cendrée et du Milan royal pendant la période migratoire est mis en place chaque année pendant 3 ans après la mise en service du parc. Ce suivi comporte a minima deux sorties par semaine d'un expert naturaliste reconnu, coïncidant avec les forts passages migratoires, et permet de confirmer l'absence d'impact des éoliennes sur ces espèces. Si l'absence d'impact n'est pas confirmée, l'exploitant définit le niveau de présence ou de passage migratoire des espèces à partir duquel les éoliennes sont arrêtées et communique le plan d'arrêt associé à l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que le suivi avifaune s'était terminé récemment (mi-juillet). Le rapport n'est pas encore disponible.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : AM 26/08/2011 modifié

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, art. 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Limitation des accès à l'intérieur des éoliennes et PDL
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, les accès des postes de livraison et des aérogénérateurs étaient fermés à clé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : AM 26/08/2011 modifié

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, art. 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identification des aérogénérateurs / Consignes / Affichage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'art. 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li><li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li><li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li><li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li></ul>

<b>Constats</b> : La prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

#### N° 4 : AM 26/08/2011 modifié

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, art. 16
<b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, Entreposage de matériaux combustibles ou inflammables
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : Sans objet
<b>Prescription contrôlée</b> : L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<b>Constats</b> : Il n'a pas été constaté d'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

#### N° 5 : AM 26/08/2011 modifié

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, art. 16
<b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, Propreté de l'intérieur des aérogénérateurs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : Sans objet
<b>Prescription contrôlée</b> : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre.
<b>Constats</b> : L'intérieur des aérogénérateurs vus par sondage (E1 et E4) était propre lors de l'inspection.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

#### N° 6 : APA du 17/12/2015

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 17/12/2015, art. 6
<b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, Huiles / prévention des pollutions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : Sans objet
<b>Prescription contrôlée</b> : [...] Les huiles présentes dans les nacelles sont [...] stockées sur une rétention d'un volume suffisant [...] Le parc est équipé de kits de prévention de pollution.
<b>Constats</b> : Il n'a pas été fait de visite des nacelles. Le parc n'est pas équipé de kits de prévention de pollution. L'exploitant indique que ce sont les techniciens qui interviennent qui en disposent dans leur véhicule. En revanche, l'exploitant indique prévoir d'en mettre prochainement un sur site. Il n'a pas été vérifié la présence de bacs permettant de récupérer en permanence les fuites éventuelles.
<b>Observation</b> : Communiquer à l'inspection la mise en place du kit de prévention des pollutions.
<b>Type de suites proposées</b> : Susceptible de suites
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

**N° 7 : AM 26/08/2011 modifié**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, art. 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
<b>Constats :</b> Il a été constaté dans les aérogénérateurs inspectés par sondage (E1 et E4) la présence d'un extincteur CO <sub>2</sub> placé à l'intérieur de l'aérogénérateur, au pied de celui-ci. Il n'a pas été vérifié sa présence au sommet de l'aérogénérateur. Les extincteurs sont positionnés de façon visible et facilement accessibles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : AM 26/08/2011 modifié**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, art. 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès SDIS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b> La prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : AM 26/08/2011 modifié**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, art. 19
<b>Thème(s) :</b> Autre, Manuel d'entretien
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien, qu'il a transmis en amont de l'inspection (SIF for yearly inspection – date : 01/03/2021 – n° 0062-8667 V14). Ce manuel comprend les informations demandées à l'art. 19 de l'AM du 26/08/2011 modifié.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, art. 19
<b>Thème(s) :</b> Autre, Registre des opérations de maintenance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
<p><b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis en amont de l'inspection un dossier informatique contenant les documents relatifs aux opérations de maintenance sous la forme de 3 sous-dossiers :  I – Serrages  II – Pâles  III – SIS</p> <p>Concernant les serrages, le dossier indique deux dates d'opérations de maintenance (mars 2022 et juin 2021) comprenant chacun 4 documents, un pour chaque aérogénérateur. Le rapport concernant l'éolienne E2 pour la période de mars 2022 a été consulté en détail par sondage. Le rapport précise bien les opérations effectuées. <b>En revanche, il ne fait pas apparaître les éventuelles défaillances constatées et actions correctives réalisées ou engagées.</b></p> <p>Concernant les pâles, le dossier indique 3 dates d'opérations de maintenance (juin 2021, juin 2022 (en attente des rapports) et décembre 2022 (programmée)). Pour juin 2021, il y a 4 documents, un pour chaque aérogénérateur. Le rapport concernant l'éolienne E1 a été consulté en détail par sondage. <b>Le rapport précise les endommagements constatés mais n'indique pas les actions correctives réalisées ou engagées et si les endommagements ont été réparés.</b></p> <p>Concernant les SIS, le dossier indique deux dates d'opérations de maintenance (mars 2022 et juillet 2021). Le dossier comprend 7 documents, un pour chaque aérogénérateur et pour chaque période de maintenance, <b>sauf pour l'aérogénérateur E1 pour lequel le rapport de 2022 est manquant.</b></p> <p>Le rapport concernant l'éolienne E1 pour juillet 2021 a été consulté en détail par sondage. Le rapport précise bien les opérations effectuées. Il précise pour chaque opération les mentions : « OK », « not applicable » ou « realised by subcontractor ». <b>Les résultats des opérations de maintenance réalisées par le sous-traitant ne figurent pas dans le dossier.</b></p>
<p><b>Observations :</b> Pour les prochaines opérations de maintenance, les documents relatifs aux opérations de maintenance devront être complétés pour bien faire figurer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les éventuelles défaillances/endommagements constatés ;</li> <li>- les réparations et/ou actions correctives réalisées ou engagées ;</li> <li>- les résultats des opérations de maintenance réalisées par les sous-traitants.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, art. 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance – Essai des organes de mises à l'arrêt
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un arrêt ;</li> <li>- un arrêt d'urgence ;</li> <li>- un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.</li> </ul> <p>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur.</p> <p>Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'art. 19.</p> <p><b>Constats :</b>            Des essais de mise à l'arrêt ont été réalisés en juillet 2021 et en mars 2022. L'exploitant a transmis les documents pour les 4 aérogénérateurs <b>sauf pour l'éolienne E1 pour lequel le rapport de test en juillet 2021 n'a pas été transmis. En post-inspection, un document intitulé "0057-4844 v13 Start-up procedure" a été transmis, il concerne une éolienne numéroté "E1" mais le nom du parc n'est pas précisé.</b></p> <p>Le rapport concernant l'éolienne E3 réalisé en mars 2022 a été consulté par sondage.</p> <p>Dans la partie « 2 Functional safety test », des tests de mise à l'arrêt via les boutons d'arrêts d'urgence ont bien été réalisés. Il apparaît la mention « OK » en vis-à-vis de ces tests.</p> <p><b>En revanche, les tests de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse n'y sont pas consignés.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 13 : AM 26/08/2011 modifié**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, art. 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance – Contrôle des installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification.</p> <p>L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé.</p> <p>Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'art. 19.</p>
<p><b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis en amont de la visite d'inspection le « Rapport de vérification électricité visite initiale » daté du 27/09/2021 (intervention du 30/08/2021).</p> <p>Le rapport ne met pas en évidence de non-conformités.</p> <p>Il n'a pas pu être vérifié si les rapports de contrôle des installations électriques étaient annexés au registre de maintenance visé à l'art. 19, les documents ayant été transmis par voie informatique et faisant l'objet de dossier différent.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p><b>Il est à noter deux points :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>l'arrêté du 10 octobre 2000 ne fait pas partie des textes de référence</b> ; seuls sont mentionnés les art. du code du travail R.4215-3 et suivants, R. 4226-5 et suivants. <b>Il est demandé à l'exploitant de vérifier que les vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle répondent bien à l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé.</b></li> <li>- un certain nombre de documents constituant le dossier technique demandé par l'organisme vérificateur n'ont pas été présentés par l'exploitant (plans de locaux, plan de masse avec implantation des prises de terre, cahier de prescriptions techniques, notes de calcul, etc.).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 14 : AM 26/08/2011 modifié**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, art. 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance – Contrôles des brides, de la fixation des pâles et du mât
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pâles et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur.  Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p>
<b>Constats :</b> cf. constats à l'art. 19 de l'AM du 26/08/2011 modifié.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 15 : AM 26/08/2011 modifié**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, art. 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance – Contrôle visuel des pâles et éléments pouvant être endommagés
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pâles et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'art. 22 du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Le dossier transmis indique 3 dates d'opérations de maintenance (juin 2021, juin 2022 (en attente des rapports) et décembre 2022 (programmée)). Il manque un contrôle en décembre 2021, la périodicité de contrôle n'a pas été respectée. cf. également constats à l'art. 19 de l'AM du 26/08/2011 modifié.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 16 : AM 26/08/2011 modifié**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, art. 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance - Systèmes instrumentés de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.  L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.  Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.  IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'art. 19.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis la liste de ses équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les points de vérification à réaliser lors des opérations de maintenance.  Concernant les résultats des opérations de maintenance, se référer aux constats à l'art. 19.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 17 : AM 26/08/2011 modifié**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, art. 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection glace
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pâles de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pâles permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'art. 22.</p> <p>Lorsqu'un référentiel technique permettant de déterminer l'importance de glace formée nécessitant l'arrêt de l'aérogénérateur est reconnu par le ministre des installations classées, l'exploitant respecte les règles prévues par ce référentiel.</p> <p>Cet article n'est pas applicable aux installations pour lesquelles l'exploitant démontre, notamment sur la base de données météorologiques ou de caractéristiques techniques des aérogénérateurs, que l'installation n'est pas susceptible de générer un risque de projection de glace.</p>
<p><b>Constats :</b>            L'exploitant a transmis deux documents en amont de l'inspection :            - la « procédure Givre Vestas » présentant toutes les étapes permettant un redémarrage des turbines en toute sécurité suite à un épisode de givre (datée du 10/12/2018) ;            - un document intitulé « General Specification Power Curve Ice Detection » (Document no.: 0073-6291 V03 2018-12-20).</p> <p>Les aérogénérateurs sont des modèles Vestas. D'après la procédure transmise, ceux-ci sont équipés d'un système de déduction de givre sur chaque turbine. Une alarme de déduction de givre propre à la turbine est déclenchée dès l'apparition présumée de givre. Etant donné que les turbines sont implémentées avec un algorithme de déduction de givre et non d'un capteur de détection, une constatation sur site de l'absence de givre sur les pâles est donc nécessaire avant un redémarrage de la turbine.</p> <p><b>Il n'est pas précisé qu'en cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 18 : APA du 17/12/2015**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/12/2015, art. 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection glace
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Afin de réduire les dangers vis-à-vis des axes de circulation situés à proximité des aérogénérateurs, [...] le système mentionné à l'art. 25 de l'AM du 26 août 2011 modifié [...] est composé au minimum de 2 dispositifs indépendants de détection de glace.</p>
<b>Constats : Le système ne comporte pas 2 dispositifs indépendants de détection de glace.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 19 : AM 26/08/2011 modifié**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, art. 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque foudre / mise à la terre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Le respect de la norme NF EN IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'art. L. 181-8 du code de l'environnement, ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet permet de répondre à cette exigence.</p> <p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent au sens de l'art. 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. Des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a transmis en amont de l'inspection un rapport de « Vérification complète des installations de protection foudre » daté du 30/07/21 (intervention du 29/06/21 au 30/07/21). Le rapport prend bien en texte de référence l'AM du 4 octobre 2010 susmentionné.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 20 : AM 26/08/2011 modifié**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, art. 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;</li> <li>- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pâles et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;</li> <li>- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li> <li>- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;</li> <li>- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).</li> </ul> <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a transmis en amont de l'inspection deux documents :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Safety regulations for operators and technicians (Document no.: 0036-5891 V12 - Date: 2018-09-19) ;</li> <li>• un plan de prévention annuel pour le parc du Télégraphe à destination des entreprises intervenant sur le parc</li> </ul>

Les consignes indiquent :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;
- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention) ;
- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pâles et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;
- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles.

En revanche, elles ne comprennent pas :

- les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.

L'exploitant a toutefois indiqué dans un échange post-inspection les points suivants :

- Des situations de survitesse, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues (entraînant des vibrations) et défauts de lubrification peuvent survenir lorsque l'éolienne est en fonctionnement. Hors cas particuliers, le personnel n'est pas présent dans une éolienne en fonctionnement puisqu'ils doivent arrêter l'éolienne avant d'intervenir (cf. règles de sécurité Vestas : document n° 0036-5891 V12, section 4).

En cas de présence dans une éolienne en fonctionnement (cas particulier), les techniciens activeront un des boutons d'arrêt d'urgence dans l'une de ces situations (cf. document n° 0036-5891 V12, section 9). Sinon, des capteurs permettent de détecter ces défauts et d'arrêter l'éolienne automatiquement. Une alarme est remontée à Vestas. Le personnel Vestas intervient alors pour diagnostiquer et traiter le défaut selon leurs instructions de maintenance.

- Le plan de prévention (PDP) interdit de travailler en situation d'orages ou en conditions de gel (page 3 du PDP de Télégraphe pour exemple).
- Le PDP indique la procédure à suivre en situation d'incendie (page 3 du PDP de Télégraphe pour exemple) + partie 5 de la formation SIT + formation « Premiers secours Incendie »
- En situation d'inondation, le personnel n'intervient que si la voie est libre et qu'il n'y a pas d'orages. Remarque de l'inspection : cela ne figure pas dans une consigne écrite.
- Des situations de haubans rompus ou relâchés ou tempêtes de sables ne sont pas applicables au parc du Télégraphe.

**L'exploitant doit compléter ses consignes de sécurité avec les mesures à mettre en œuvre en cas de séisme.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 21 : AM 26/08/2011 modifié**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, art. 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis une attestation de formation du personnel VESTAS intervenant dans la région Nord-Est. Parmi les formations reçues, ceux-ci ont suivi la formation SIT (Safety Introduction Technician) qui intègre les risques et procédures de mise en sécurité d'une éolienne VESTAS. L'exploitant a transmis le sommaire du contenu de la formation SIT. <b>Aucun justificatif n'a en revanche été transmis concernant les personnels en charge du fonctionnement de l'installation autres que VESTAS.</b> <b>L'exploitant explique qu'il s'agit plutôt des consignes de sécurité (plan de prévention ou consignes de sécurité Vestas) portées à la connaissance du personnel comme suggéré par l'article 22.</b> <b>Ce n'est pas suffisant pour répondre à la prescription contrôlée qui demande une formation.</b>
<b>Observations :</b> L'exploitant s'assurera que la formation VESTAS porte bien sur l'ensemble des risques accidentels visés à la section 5 de l'AM du 26/08/2011 modifié.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 22 : AM 26/08/2011 modifié**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, art. 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercices d'entraînement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique ne pas avoir encore fait d'exercice d'entraînement sur ce parc.
<b>Observations :</b> Il ne dispose pas de registre prévu à cet effet ainsi que pour la consignation des incidents / accidents.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 23 : APA du 17/12/2015**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/12/2015, art. 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercice d'évacuation du personnel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs, en complément des essais mentionnés à l'art. 15 de l'AM du 26/08/2011 modifié, l'exploitant réalise un exercice d'évacuation de personnels avec la participation des services départementaux d'incendie et de secours. Cet exercice fait l'objet d'un compte-rendu tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas réalisé d'exercice d'évacuation du personnel avec le SDIS. Il a transmis un courrier de réponse du SDIS daté du 27 juin 2022, indiquant qu'il n'avait pas la possibilité de le réaliser avant la mise en service du parc.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 25 : APA du 17/12/2015**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/12/2015, art. 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit – Plan de bridage acoustique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs, en complément des essais mentionnés à l'art. 15 de l'AM du 26/08/2011 modifié, l'exploitant définit et communique à l'IIC le plan de bridage acoustique nécessaire pour respecter l'art. 26 de l'arrêté précité.
<b>Constats :</b> Il n'y a pas de plan de bridage acoustique sur ce parc.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 26 : APA du 17/12/2015**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/12/2015, art. 11.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ombres portées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant contrôle, pendant la première année suivant la mise en service des éoliennes, par des mesures in situ, la durée des effets stroboscopiques engendrés par les aérogénérateurs sur les habitations situées à moins d'un kilomètre. En cas de durée des effets stroboscopiques sur les habitations ou les lieux de travail supérieure à 30 heures par an ou 30 minutes par jour, un plan de bridage des éoliennes est mis en place de manière à ramener la durée de ces effets inférieure aux valeurs précitées.
<b>Constats :</b> Les habitations sont au-delà d'un kilomètre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 27 : AM 26/08/2011 modifié**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, art. 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets – brûlage à l'air libre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
<b>Constats :</b> Il n'a pas été constaté de brûlage des déchets à l'air libre le jour de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 28 : AM 26/08/2011 modifié**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, art. 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant élimine, ou fait éliminer, les déchets produits, dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'art. L.511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis deux bordereaux de suivi de déchets : - pour des aérosols (16 05 04 *) – date du BSD : 04/05/22 – quantité : 0,003 t – à destination de Recydis Exploitation. - pour des pateux / peinture / colles et résines (08 04 09 *) – date du BSD : 04/05/22 – quantité : 0,145 t – à destination de Recydis Exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 29 : AM 26/08/2011 modifié**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, art. 21
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets non dangereux et non souillés par des produits toxiques ou polluants sont récupérés, valorisés ou éliminés dans des installations autorisées. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni un extrait du contrat de maintenance entre la SAS du Parc éolien du Télégraphe et VESTAS qui prévoit bien la récupération, la valorisation ou l'élimination des déchets non dangereux et non souillés par des produits toxiques ou polluants dans des installations autorisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet